

## Seminaire en ligne - Entreprises responsables au Burundi : le rôle des avocats et juristes

**Jeudi 18 février 2021: 11h00 - 13h00 (CAT)**

### Modérateurs



#### **Patrick-Didier NUKURI – East Africa Law Society**

Patrick-Didier NUKURI, Secrétaire Général en exercice de l'EALS depuis novembre 2020 est aussi Secrétaire Général du Barreau de Bujumbura depuis 2019. Il est partenaire et co-fondateur du cabinet BLS-NUKURI&co Attorneys. Patrick-Didier NUKURI exerce en tant qu'avocat depuis 2006 et est spécialisé dans différents aspects du droit au Burundi et dans les autres Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est.



#### **Thomas Istasse - Advocates for International Development**

Thomas est 'Learning and Development Manager' à A4ID et supervise la conception et la mise en œuvre des activités de formation et des ressources d'apprentissage d'A4ID ainsi que les activités du centre de connaissances pour le programme ROLE UK. Il est diplômé en droit international et possède une vaste expérience en développement international. Avant de rejoindre A4ID, Thomas a travaillé en tant que gestionnaire d'un programme d'appui aux régimes d'assurance maladie à base communautaire en Afrique (en particulier en RD du Congo et au Burundi). Il a précédemment travaillé comme assistant de recherche en droit européen et international à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et expert juridique pour l'Agence belge de développement à Dakar (Sénégal) où il a participé à la mise en œuvre d'un programme visant à améliorer la gouvernance dans le secteur de la santé. Thomas est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Louvain et d'un LL.M. en droit international de l'Université de New York. Le français est sa langue maternelle, il parle couramment anglais et a une bonne connaissance du néerlandais et de l'espagnol.

### Mots d'ouverture



#### **Yasmin Batliwala – Advocates for International Development**

Yasmin est la PDG d'Advocates for International Development (A4ID). A4ID est une ONG internationale qui met en relation des avocats fournissant une assistance juridique pro bono à des organisations travaillant dans le secteur du développement international. La mission d'A4ID est l'éradication de la pauvreté et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Yasmin a occupé plusieurs postes de direction importants au fil des ans au sein du secteur public et d'organisations non-gouvernementales. Ses domaines d'expertise incluent le VIH / sida, la dépendance aux drogues et à l'alcool et la justice pénale. Elle a travaillé pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur ces sujets. Yasmin a été récipiendaire du prix Woman of Achievement de la ville de Londres pour son travail dans le secteur public.



### **Hannington Amol – East Africa Law Society**

Hannington est le directeur général de l'East Africa Law Society (EALS), qui vise le développement et le renforcement des capacités de ses plus de 20 000 membres, tout en promouvant l'intégration régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Hannington est considéré comme l'un des meilleurs avocats spécialisés en contentieux de la région, respecté pour sa puissante présence en salle d'audience. Il possède une grande expérience dans les domaines du droit de l'énergie, du financement de projets, du droit de la construction, de la réglementation des marchés publics, des contrats et de la gestion d'entreprise, de l'arbitrage et du contentieux. Hannington était auparavant associé dans les deux principaux cabinets d'avocats de la région: Anjarwalla & Khanna (Africa LegalNetwork) et Dentons Hamilton Harrison & Mathews. Il a également été conseiller juridique d'entreprises de premier plan au Kenya telles que KenGen et Stima SACCO. Il est avocat à la Haute Cour du Kenya.



### **Jean de Dieu Muhuzenge - Association du Barreau du Burundi**

Maître Jean de Dieu MUHUZENGE est un avocat réputé au Burundi et est membre du Barreau du Burundi depuis 2005. Il est président de l'Association du barreau du Burundi, membre du Conseil supérieur de la magistrature et membre du conseil d'administration de l'East Africa Law Society (EALS). Me Muhuzenge a été chargé de cours à temps partiel à la Faculté de droit de l'Université du Burundi, formateur d'avocats, ancien cadre de banque, et ancien magistrat au tribunal de grande instance de Bujumbura.



### **Bernard Oundo – East Africa Law Society**

Bernard Oundo est le président de l'East Africa Law Society. Il est associé chez Citadel Advocates (anciennement Oundo & Co. Advocates), un cabinet de conseil juridique basé en Ouganda qui se spécialise dans les services de conseil juridique en partenariat public-privé (PPP) en financement de projets. En tant que spécialiste du financement de projets, Bernard a conseillé sur des projets d'infrastructure notables tels que la ligne de chemin de fer à écartement standard du corridor nord, le pipeline de pétrole brut, les lignes de transmission, la raffinerie de pétrole et l'autoroute Kampala - Jinja. Avant de commencer sa pratique juridique privée, il a mené une illustre carrière dans le secteur public qui a duré 10 ans d'abord en tant que conseiller juridique auprès de l'Unité de privatisation du ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique (Ouganda) puis en tant qu'expert juridique auprès de l'Unité PPP de l'Ouganda, unité dont il a été le pionnier. Il a également été consultant auprès de la Banque mondiale - Division des infrastructures, des partenariats public-privé et des garanties. Bernard est un ardent défenseur du mentorat et du développement des jeunes talents par la spécialisation et l'apprentissage et le développement basés sur les compétences. Il est également passionné par la modernisation de la profession juridique en Afrique en phase avec les tendances sociales, économiques et politiques mondiales. L'un des principaux objectifs de sa présidence est de donner aux femmes membres de l'EALS les connaissances et les compétences nécessaires pour leur permettre de devenir des parties prenantes de l'économie régionale et de parvenir à une plus grande reconnaissance politique et sociale et à une plus grande inclusion.

## Panélistes



### **Gauthier van Thuyne – Allen & Overy, Brussels**

Gauthier van Thuyne dirige le département belge du droit de l'environnement et de la réglementation d'Allen & Overy. Il est membre du Groupe de travail de l'Association internationale du barreau sur la justice et les droits de l'homme en matière de changement climatique. Il est également membre du groupe de travail sur les droits de l'homme d'Allen & Overy, un groupe de discussion chargé de fournir des conseils en matière de droits de l'homme au sein et à l'extérieur de l'entreprise. Gauthier se spécialise en droit de l'urbanisme et de l'environnement, se concentrant sur les questions de droit public et administratif. Il possède une vaste expérience du contentieux dans tous les domaines du droit administratif. Il se présente régulièrement devant le Conseil d'Etat et la Cour constitutionnelle belge. Gauthier est actif dans le domaine des affaires et des droits humains. Il a conseillé des clients et des autorités dans des litiges concernant la discrimination raciale et d'autres violations des droits humains. Il a également donné des conseils sur la conformité des politiques en matière de droits de l'homme. Gauthier est souvent invité à prendre la parole lors de séminaires sur les questions d'environnement et de droits de l'homme.



### **Camille Leroy – Allen & Overy, Brussels**

Camille est Senior Associate au sein du département Contentieux et Contrats d'Allen & Overy à Bruxelles. Elle se spécialise dans la criminalité en col blanc, les enquêtes et le contentieux des affaires et des droits de l'homme. Elle possède une vaste expérience dans l'assistance aux entreprises multinationales et aux institutions financières dans diverses procédures civiles et pénales. Camille a passé du temps en détachement au bureau londonien du cabinet. En plus de son travail client, Camille est assistante d'enseignement en droit pénal et en droit de la procédure pénale à l'Université Saint-Louis de Bruxelles. Camille est active dans le domaine des affaires et des droits humains et a conseillé des clients dans des enquêtes concernant la traite des êtres humains et d'autres violations des droits humains. Elle est également rédactrice en chef d'Allen & Overy's Business and Human Rights Review. Le travail récent de Camille dans le domaine des droits de l'homme comprend l'assistance bénévole à des organismes de bienfaisance dans des projets de recherche transfrontaliers, notamment en matière de justice et de réparation pour la torture LGBT +. Camille a obtenu un LL.M. diplôme à la New York University School of Law (boursier Fulbright et boursier honoraire BAEF) en 2013.



### **Willy Rubeya – Rubeya & Co. Advocates (DLA Piper Africa – Burundi)**

Willy Rubeya est le Président de l'East Africa Law Society. De plus, il est le Président du conseil d'administration du Cabinet Rubeya & CoAdvocates établi depuis plus de 19 ans au Burundi. Selon Chambers and Partners, Willy est un avocat avec un sens aigu en matière commerciale. Il est vu par ses pairs, comme un avocat pratique, dynamique et qui aime voir les choses faites rapidement. Willy a une grande expérience en matière de partenariat public privé et de concession. Il est l'avocat généralement recommandé aux clients ayant des projets d'infrastructure de grande importance.

Il tient un Maîtrise en philosophie sur la consolidation de la paix et du développement : Trinity College of Dublin and un Licence en Droit à l'Université du Burundi. Ses autres qualifications comprennent Formation professionnelle pour suivi de Cours de pratique du droit du développement (DLC – 24F) et de l'Organisation

Internationale de Droit du Développement (IDLO) à Rome, Formation professionnelle du centre international de formation en Afrique pour les avocats francophones (CIFAF) au Bénin et Formation professionnelle en matière des marchés publics délivrés par l'Organisation Internationale de Droit du Développement (IDLO) à Rome. Chambers Global 2020 a classé Willy Rubeya dans la bande 1 du droit des affaires généra. Willy Rubeya fait partie des noms les plus vénérés du marché. Les commentateurs le louent, l'un d'eux disant: "Il a acquis une solide réputation et possède de bonnes qualités relationnelles."

## ORDRE DU JOUR

**Date: 18 février 2021 Heure : 11h00 – 13h00 (Burundi) / 09h00 – 11h00 (Londres)**

**Modérateur:** Thomas Istasse – Learning and Development Manager, A4ID

Heure CAT/GMT	Contenu	Panélistes
CAT: 11h00 – 11h10 GMT: 09h00 – 09h10	Bienvenue et présentation des panélistes. Programme du jour.	Thomas Istasse – Learning and Development Manager, A4ID
CAT: 11h10 – 11h15 GMT: 09h10 – 09h15	Discours d'ouverture au nom d'Advocates for International Development (A4ID)	Yasmin Batliwala (CEO, A4ID)
CAT: 11h15 – 11h25 GMT: 09h15 – 09h25	Discours d'ouverture au nom d'East Africa Law Society (EALS)	Patrick Didier Nukuri (Secrétaire général, EALS) Bernard Oundo (Président, EALS)
CAT: 11h25 – 11h30 GMT: 09h25 – 09h30	Discours d'ouverture au nom de l'Ordre des Avocats du Burundi	Jean de Dieu Muhuzenge (Président, Ordre des Avocats du Burundi)
CAT: 11h30 – 11h45 GMT: 09h30 – 09h45	Introduction au Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme	Gauthier van Thuyne (Partner, Allen & Overy)
CAT :11h45 – 12h00 GMT: 09h45 – 10h00	Rôle des avocats dans la garantie de pratiques commerciales responsables - atténuation des risques juridiques et de réputation	Camille Leroy (Senior Associate, Allen & Overy)
CAT : 12h00 – 12h15 GMT: 10h00 – 10h15	Perspective juridique et de gouvernance d'entreprise sur les entreprises responsables au Burundi : Le rôle des avocats	Willy Rubeya (Partner, Rubeya & Co Advocates)
CAT : 12h15 – 12h35 GMT: 10h15 – 10h35	Discussions en groupes avec les panélistes	
	<b>Groupe/Thème</b>	<b>Panéliste modérateur</b>
	Groupe 1 : <b>Droits de l'homme et due diligence en matière d'environnement</b> : Quelle est l'importance de la <i>due diligence</i> en matière de droits de l'homme et d'environnement dans la gestion des risques juridiques et de réputation et pour garantir le respect de pratiques commerciales responsables?	Camille Leroy
	Groupe 2 : <b>Cadres juridiques</b> : Quels cadres juridiques (contraignants et non contraignants) (aux niveaux national, régional et international) traitent des pratiques commerciales responsables ? Quels sont leurs points forts et leurs points faibles ?	Gauthier van Thuyne
	Groupe 3 : <b>Défis</b> : Quels sont les défis auxquels sont confrontés les avocats dans la promotion de pratiques commerciales responsables ?	Willy Rubeya

	(notamment l'impact de la crise du COVID-19 sur les entreprises et leur respect des obligations en matière de droits de l'homme et de droit du travail).	
CAT: 12h35 – 12h50 GMT: 10h35 – 10h50	Plénière : chaque groupe rapportent le contenu de leur discussion aux autres participants (5 min par groupe) Questions et réponses en plénière (si le temps le permet)	Patrick Didier Nukuri (Secrétaire général, EALS) (Modérateur de la plénière)
CAT: 12h50 – 12h55 GMT: 10h50 – 10h55	Remarques finales	
CAT :12h55 – 13h00 GMT: 10h55 – 11h00	Remerciements Enquête de satisfaction.	Thomas Istasse